



p.3

Un signal fort pour les pays membres de l'Opep et du GECF

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

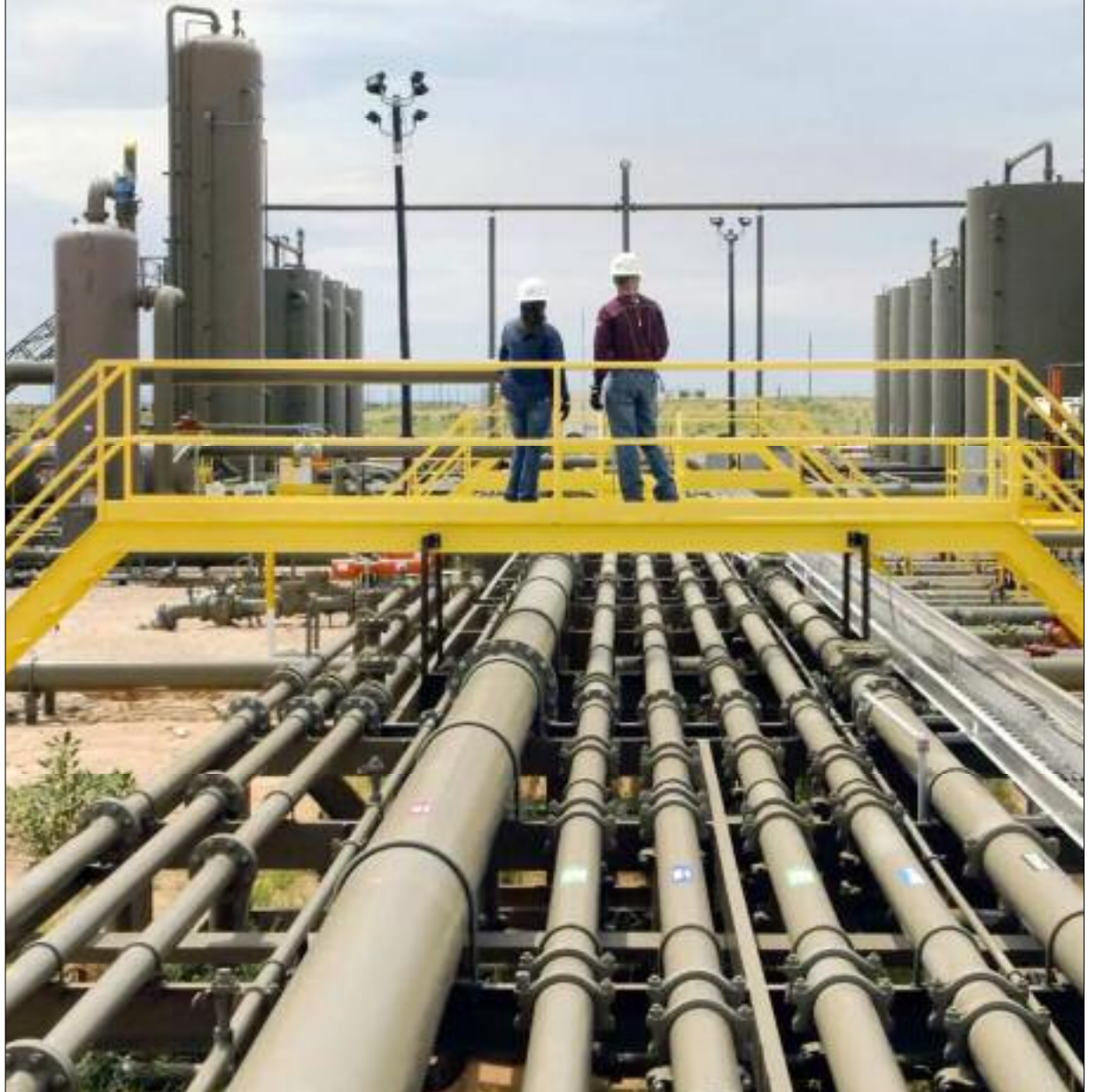
LE 7^{ÈME} SOMMET SE TIENDRA À ALGER

L'ÉMIR DU QATAR



APPEL À LA POURSUITE DU DIALOGUE

Le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) sera organisé en Algérie. L'annonce en a été faite par le Président Abdelmadjid Tebboune, mardi, à Doha (Qatar) où se tient le 6^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum, auquel il participe. Dans un discours prononcé à cette occasion, le Président Tebboune a appelé à renforcer le rôle des pays exportateurs de gaz pour préserver leurs intérêts. Lire en page 2



© Photo : D.R

JOURNÉE NATIONALE DE LA FRATERNITÉ ET DE LA COHÉSION ENTRE LE PEUPLE ET SON ARMÉE POUR LA DÉMOCRATIE



p.4

«Aujourd'hui, le peuple et l'ANP ont pu écrire en lettres d'or dans le registre d'histoire de l'Algérie»

L'EX-VICE-PRÉSIDENT DE SONATRACH



p.3

Appel au recours à l'exploitation des réserves non conventionnelles du gaz naturel

TRANSPORT AÉRIEN

Exonération de la TVA pour les billets vers 10 aéroports du Sud

Le ministère des Transports a annoncé, lundi dans un communiqué, l'exonération des billets du transport aérien des voyageurs, en provenance ou à destination de 10 aéroports du grand Sud, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 90 de la loi de Finances 2022.

L'ONIL

Limitation des quantités de lait cru collecté par les laiteries

L'Office national interprofessionnel du lait compte limiter les quantités de lait cru collecté par les laiteries, en contrepartie de l'obtention de la poudre de lait, a déclaré lundi le DG de l'ONIL, Khaled Soualmia. L'ONIL assure la poudre de lait aux usines comme complément au lait cru, alors que de nombreuses usines l'utilisent actuellement comme matière première dans la production.

APN

Installation du groupe parlementaire d'amitié «Algérie-Emirats arabes unis»

Le groupe parlementaire de fraternité et d'amitié «Algérie-Emirats arabes unis» a été installé, lundi, au siège de l'Assemblée populaire nationale. La cérémonie a été supervisée par le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté de l'APN, Mohamed Hani et l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Khamis Subaa Al-Ali ainsi que le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Fouad Belkhir.

Forum des pays exportateurs de gaz

Le 7^{ème} Sommet se tiendra à Alger

Le 7^{ème} sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) sera organisé en Algérie. L'annonce en a été faite par le Président Abdelmadjid Tebboune, mardi, à Doha (Qatar) où se tient le 6^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum, auquel il participe. Dans un discours prononcé à cette occasion, le Président Tebboune a appelé à renforcer le rôle des pays exportateurs de gaz pour préserver leurs intérêts.

Le Président Tebboune a défini le gaz naturel comme étant «l'énergie du présent et du futur, une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement aux côtés des énergies renouvelables» et a souligné l'importance de trouver ensemble les meilleurs moyens permettant de lui assurer une place dans les systèmes énergétiques et de promouvoir sa valeur dans les marchés internationaux.

Le Président Tebboune a souligné que l'Algérie, en sa qualité de membre fondateur du forum, n'a eu de cesse de souligner l'importance du gaz dans le développement durable, qui s'est confirmée, a-t-il précisé, lors de la crise sanitaire induite par la pandémie (Covid-19) où le monde entier a recouru à cette ressource pour satisfaire ses besoins énergétiques.

Le gaz naturel occupe également une place «privilegiée» dans les relations économiques internationales, de par «les réserves importantes de gaz naturel que recèlent nos pays, couvrant une part importante de la production de gaz et des échanges gaziers. Mais, a-t-il fait remarquer, «cette énergie n'est pas renouvelable et son développement exige des investissements colossaux».

Le Président Tebboune a affirmé, en outre, que le Forum des pays exportateurs de gaz était en mesure de jouer un rôle «plus efficace» dans la promotion des usages du gaz naturel et l'instauration d'un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs sur le marché gazier.

Il a réitéré son appel à cette organisation pour devenir «un acteur plus présent et plus dynamique» dans toutes les questions ayant trait au gaz naturel, notamment en matière de promotion de la coopération entre les pays membres dans ce domaine. Le Président Tebboune a rappelé



■ Tebboune : «Le GECF est aujourd'hui une organisation gouvernementale internationale reconnue, capable d'attirer l'attention sur de nombreuses questions prioritaires» (Photo:DR)

que «l'Algérie a été précurseur dans le développement et la valorisation du gaz naturel avec la réalisation de la première unité de liquéfaction de gaz naturel et

d'exportation de GNL dans le monde». Il a souligné que l'Algérie est reconnue pour être un distributeur et un fournisseur fiable de gaz naturel depuis plus d'un demi-

siècle et compte le rester. L'Algérie, a fait savoir le Président Tebboune, tend à poursuivre le développement de ses ressources «importantes» de gaz naturel «aux mieux des intérêts de notre peuple et de la meilleure manière qui soit dans le cadre de la coopération et du partenariat, en veillant à préserver l'environnement», a ajouté le Président.

Pour le Président Tebboune, le GECF «est aujourd'hui une organisation gouvernementale internationale reconnue, capable d'attirer l'attention sur de nombreuses questions prioritaires». En tête de ces priorités, le Président a évoqué la «mobilisation davantage d'acteurs convaincus de l'importance du gaz naturel pour relever les défis actuels et futurs par l'adhésion de nouveaux Etats exportateurs et producteurs de gaz naturel, renforcer leur rôle et préserver leurs intérêts à travers le dialogue avec les Etats consommateurs qui exploitent le gaz comme moteur essentiel pour développer leurs économies». En marge du Forum, le Président Tebboune s'est entretenu, mardi à Doha (Qatar), avec le Président iranien, Ebrahim Raïssi qui participe également à ce 6^{ème} Sommet. Les relations algéro-iraniennes ont été évoquées lors de cette rencontre. A la même occasion, le Président Tebboune, a reçu, mardi à Doha, le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye, M. Abdelhamid Dbeibah. A l'issue de cette rencontre, M. Dbeibah a indiqué dans une déclaration à la presse que la rencontre avait été marquée par «un accueil cordial et fraternel», affirmant que l'Algérie était «le pays voisin et l'appui sur lequel compte le peuple libyen pour garantir la stabilité de son pays et son sou-

L'émir de Qatar

Appel à la poursuite du dialogue

■ Dans son allocution au sommet des exportateurs de gaz organisé à Doha, l'émir du Qatar, le cheikh Tamim bin Hamad al-Thani, cité par l'agence Reuters News, a renouvelé ses appels à la poursuite du dialogue entre les pays membres du forum du gaz, ainsi qu'avec les importateurs et exportateurs de gaz pour assurer la sécurité de l'approvisionnement mondial en gaz. «Pour promouvoir davantage notre rôle dans la production de gaz naturel, nous nous efforçons d'augmenter notre capacité de production de GNL de 77 millions de tonnes par an à 126 millions de tonnes par an d'ici 2027», a-t-il déclaré. Il a annoncé, selon la même source, que la capacité de production de gaz naturel liquéfié du Qatar atteindrait 126 millions de tonnes par an d'ici 2027.

Reuters rapporte également qu'Al Thani a vanté une installation de capture de carbone que le Qatar est en train de construire – la plus grande du Moyen-Orient – a-t-il dit, qui isolera et stockera 2,5 millions de tonnes de carbone par an en quatre ans. D'ici 2030, l'installation isolera 9 millions de tonnes par an. Le sixième Forum des pays exportateurs de gaz naturel, tenu sous le slogan «Gaz naturel : tracer l'avenir énergétique», s'est déroulé sur fond de tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine qui ont alimenté les prévisions en hausse du prix du gaz naturel déjà élevé sur le marché international. Les prix de l'énergie en Europe ont entraîné une accélération du taux d'inflation.

Les spécialistes s'attendent à une hausse du prix du gaz en Europe pour cette année. Dans ce contexte, il est évident que le GECF, qui rassemble les principaux pays producteurs de gaz, occupant une position «forte» sur les marchés mondiaux de l'énergie, est appelé à jouer un rôle déterminant pour assurer l'approvisionnement régulier en gaz des pays consommateurs, notamment les pays européens dont les habitants vivent la psychose de la pénurie de cette énergie incontournable dans leur vie quotidienne. Pour rappel, le Forum des pays exportateurs de gaz (Gas Exporting Countries Forum, GECF) a été créé en 2001 à Téhéran (Iran). Il comptait initialement 14 pays membres que sont l'Algérie, la Bolivie, Brunei, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, la Libye, la Malaisie, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinidad et Tobago, les Emirats Arabes-Unis et le Venezuela.

Le GECF est devenu officiel le 23 décembre 2008 à Moscou, lors de la 7^{ème} session ministérielle par l'adoption du statut du Forum et la désignation de Doha pour en abriter le siège de l'organisation. GECF représente 71% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, 43% de sa production commercialisée, 58 % des exportations de GNL et 52 % du commerce par gazoducs.

L. A.

REPÈRE

Présidence

Le Président Tebboune en visite officielle au Koweït

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a entamé mardi une visite officielle de deux jours à l'Etat du Koweït, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République Abdelmadjid Tebboune entame à partir du 22 février 2022 une visite officielle à l'Etat du Koweït», précise la même source.

Cette visite tend à consolider les relations bilatérales et à renforcer les liens profonds de fraternité entre les deux peuples frères, conclut la même source.

Cette visite intervient au lendemain de celle effectuée depuis samedi au Qatar où le Président Tebboune a passé en revue les relations bilatérales et eu plusieurs rencontres de travail avec des dirigeants et hauts responsables qataris. Il a, également, pris part au 6^{ème} Sommet du forum des pays exportateurs de Gaz (GECF).

Dans une déclaration conjointe sanctionnant la visite d'Etat qu'a effectuée le président de la République à l'Etat du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani a salué les efforts de son frère le Président Tebboune et «son attachement à assurer un climat favorable à la réussite de ce Sommet», mettant en avant «la disposition de l'Etat du Qatar à soutenir ces démarches louables et contribuer à la concrétisation des résultats escomptés, notamment dans le contexte des défis communs auxquels font face les pays arabes à tous les niveaux». Les deux parties ont passé en revue les développements sur la scène internationale et leurs répercussions sur la région arabe, insistant sur «l'impératif d'établir des relations internationales équilibrées régies par la charte des Nations unies et les principes y afférents», lit-on dans la déclaration conjointe. Insistant sur l'importance de hisser les valeurs de l'unité et de la solidarité entre les pays arabes pour surmonter les différentes crises actuelles que traverse la région, les deux dirigeants «ont convenu de soutenir et de renforcer les cadres et mécanismes de l'action arabe commune dans la perspective des prochaines échéances, notamment le Sommet arabe prévu en Algérie».

Le Président Tebboune a affirmé, en outre, que le Forum des pays exportateurs de gaz était en mesure de jouer un rôle «plus efficace» dans la promotion des usages du gaz naturel et l'instauration d'un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs sur le marché gazier. Il a réitéré son appel à cette organisation pour devenir «un acteur plus présent et plus dynamique» dans toutes les questions ayant trait au gaz naturel, notamment en matière de promotion de la coopération entre les pays membres dans ce domaine. Le Président Tebboune a rappelé

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Le pétrole retrouve ses cours de l'été 2014, il frôle les 100 dollars

Un signal fort pour les pays membres de l'Opep et du GECF

Le prix du pétrole est remonté hier à plus de 98 dollars pour la première fois depuis 2014 et risque d'atteindre des seuils encore supérieurs, selon les analystes de la finance qui craignent la chute des places boursières mondiales.

Le pétrole n'est pas le seul qui grimpe sur le marché mondial, le gaz aussi. Cette flambée est soutenue par l'escalade russe en Ukraine, une situation qui préoccupe les Européens, qui s'inquiètent aussi de la rupture des approvisionnements du marché en gaz. Un tiers des pays européens est alimenté par la Russie. Cette dernière qui a participé, hier, au 6^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), organisé à Doha, auquel a pris part aussi l'Algérie, souhaitait voir les cours remonter encore pour retrouver un certain équilibre financier en vue



■ Aujourd'hui, la question des ressources touche plutôt les pays industrialisés européens et américains, pris au piège du gaz russe. (Photo : D.R)

d'améliorer leur bilan économique.

Profiter de cette conjoncture plus ou moins favorable pour les pays producteurs de pétrole, du gaz et même de l'or qui connaît aussi une hausse spectaculaire depuis quelques semaines. Une aubaine pour renforcer leur relation bilatérale et relancer les investissements dans le domaine du gaz naturel, notamment, du Gaz naturel liquéfié (GNL), très demandé en Europe. De nombreux pays de l'Union européenne décident, d'ailleurs, pour sortir de cette impasse énergétique financer des projets d'investissement dans le secteur gazier.

Les contrats de gaz ont augmenté de 12%, ces derniers mois, permettant ainsi aux pays producteurs de renforcer leur production, exportations et accélérer la transition énergétique, comme convenu par les pays membres du GECF qui ont mis l'accent leur Sommet, hier, sur l'impératif de diversifier les res-

sources naturelles et développer le gaz naturel qui devra connaître une hausse de plus de 30% d'ici 2027. Sans pour autant renoncer au pétrole, aussi indispensable pour les pays dépendant de la rente pétrolière.

Le gaz et le pétrole font partie de la transition. Lors du 6^{ème} Sommet du GECF, tenu dans une conjoncture internationale instable, en raison des dernières confrontations russo-ukrainiennes, les chefs d'Etat et dirigeants des pays membres de cette organisation, dont la Russie, l'Algérie, le Qatar et l'Égypte sont membres, ont décidé de donner le cap à la production du gaz naturel et couvrir la demande mondiale d'ici 2050.

L'Algérie et ses alliés veulent profiter de l'aubaine que présente les marchés européens d'avant-guerre afin de relancer leur économie et, surtout, renforcer leurs réserves de matière première. Les dernières guerres menées par l'Otan étaient toutes des guerres du pétrole.

Les pays producteurs de pétrole et du gaz membres de l'Opep ou du GECF n'ont pas saisi aussitôt l'intérêt de ces guerres. Aujourd'hui, la question des ressources touche plutôt les pays industrialisés européens et américains, pris au piège du gaz russe. Cette crise ouvre la voie aux pays producteurs de gaz naturel pour secourir les Européens. L'inflation a gagné du terrain. Les prix du carburant ont atteint des sommets. L'Europe cherche des solutions auprès de l'Algérie, du Qatar, de la Libye et de l'Égypte qui sont déjà sur des projets de constructions de gazoducs et des bacs de stockage du GNL. Ces investissements interviennent dans un contexte complexe, mais opportun. Selon le dernier rapport de « The Arab Petroleum Investment Corporation », repris par les médias étrangers, les investissements énergétiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord « devraient continuer à prospérer tout au long de 2022 en raison des prix élevés du pétrole et du gaz ». Les projets d'investissements pourraient augmenter davantage à cause de la chute des stocks américains du pétrole brut, de l'abandon par des compagnies pétrolières du gaz de schiste, de l'affaiblissement du dollar et de l'Euro... A tout cela s'ajoute le risque de guerre entre l'Ukraine et la Russie. Une guerre qui sera parrainée par l'Otan. Des paris sont ouverts sur une éventuelle hausse du pétrole à 150 dollars dans les prochains jours ou semaines.

Samira Takharboucht

L'ex-vice-président de Sonatrach

Appel au recours à l'exploitation des réserves non conventionnelles du gaz naturel

Après les différents changements géostratégiques survenus dans le monde, notamment la conjoncture politique russo-ukrainienne, il est vital pour l'Algérie de «recourir à l'exploitation des réserves non conventionnelles du gaz naturel», a expliqué, mardi à Alger, Ali Hached, ex-vice-président du groupe Sonatrach.

Lors de son intervention dans l'émission «L'invité de la rédaction» sur les ondes de la Radio algérienne de la Chaîne III, l'ex-vice-président du groupe Sonatrach a abordé la question du marché mondial. Il a, d'abord, fait un état des lieux de ce dernier avec ses nouveaux développements, coïncidant, a-t-il précisé, «avec l'ouverture, ce matin (hier/ NDLR) à Doha, du 6^{ème} Forum des pays exportateurs du gaz, pour revenir ensuite sur la place que l'Algérie doit occuper à court, moyen et long termes». Les nouveaux développements que connaît la crise russo-ukrainienne, pour ne citer que celle-ci, est en effet en passe d'engendrer une nouvelle redistribution des cartes du marché mondial du gaz où l'Algérie est immanquablement appelée à

jouer le rôle qui lui revient en tant que l'un des producteurs de gaz avec lequel il faudra compter. «Une lutte féroce va se livrer pour accaparer les quelque 40 milliards de m³ supplémentaires que le Qatar va mettre sur le marché et c'est pour cela que le Président américain a appelé les Qataris à être le substitut à l'approvisionnement russe en Europe», explique M. Hached, soulignant au passage que «les Etats-Unis sont redevenus, depuis près d'un mois, premiers exportateurs du gaz, alors qu'ils étaient troisièmes après, respectivement, l'Australie et le Qatar», et ce, suite à leur exploitation du gaz de schiste. Le Qatar est donc «appelé à devenir l'acteur majeur dans l'approvisionnement de l'Europe», a-t-il estimé.

Pourtant, l'Europe est le marché naturel pour l'Algérie qui, elle, ne dispose malheureusement pas quantités suffisantes pour jouer ce rôle. C'est pour cette raison que Hached a expliqué la nécessité l'augmentation des capacités de l'Algérie, y compris par le recours à l'exploitation des réserves non conventionnelles.

Pour lui, tout retard est une perte de temps précieuse.

«En quelques années, on pourrait mettre quelque dizaines de milliards de mètres cubes de gaz sur le marché, et ensuite s'inscrire dans une stratégie de développement de nos réserves qui pourrait, en fonction de l'intensité des investissements, nous permettre de redevenir un producteur de gaz majeur pour l'Europe», a-t-il affirmé.

Il est à souligner que le Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, dans une allocution prononcée lors de l'ouverture des travaux du 6^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF, a évoqué la «mobilisation d'avantage d'acteurs convaincus de l'importance du gaz naturel pour relever les défis actuels et futurs par l'adhésion de nouveaux Etats exportateurs et producteurs de gaz naturel, renforcer leur rôle et préserver leurs intérêts à travers le dialogue avec les Etats consommateurs qui exploitent le gaz comme moteur essentiel pour développer leurs économies».

Djamila Sai

MÉMORANDUM

Visite du Président Tebboune au Qatar

Signature d'un mémorandum d'entente pour l'extension du complexe sidérurgique de Bellara

Un mémorandum d'entente pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'extension du complexe de la société algéro-qatarie de sidérurgie dans la région de Bellara (Jijel) a été signé lundi à Doha (Qatar).

Cette convention a été signée en marge de la visite d'Etat qu'a effectué le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Qatar, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. La convention a été signée au siège du ministère qatari du Commerce et de l'Industrie par l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Mustapha Boutoura du côté algérien et du président du Conseil d'administration de «Qatar Steel International», Khaled Benhamad El Abidli du côté qatari, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et du ministre qatari du Commerce et de l'Industrie, Cheikh Mohamed Benhamad Benkacem Al Thani. Grâce à ce projet d'extension, la capacité de production de l'usine passera de 2 millions de tonnes à 4 millions de tonnes annuellement. Cette convention s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les deux pays dans le domaine économique.

Dans le cadre de sa visite, le chef de l'Etat a reçu lundi au siège de sa résidence à Doha, le président du Conseil de la Choura qatari, Hassan bin Abdullah al-Ghanem, qui lui a rendu une visite de courtoisie. Dans une déclaration à la presse au terme de la rencontre, M. El Kouari a remercié le président de la République pour l'accueil qui lui a réservé au siège de sa résidence à Doha, mettant l'accent sur l'intérêt qu'accordent les hommes d'affaires qataris à l'exploitation des opportunités d'investissement «prometteuses et importantes offertes en Algérie dans plusieurs secteurs». Parmi ces secteurs, M. El Kouari a cité la promotion immobilière, l'habitat, l'industrie et les services, évoquant la possibilité du transfert de certaines industries qatariennes en Algérie et l'échange des expertises avec les entreprises algériennes. «Lors de cette rencontre, nous avons évoqué la visite d'une délégation d'hommes d'affaires qataris en Algérie pour étudier ces opportunités», a-t-il indiqué, considérant que la visite qu'a effectué le Président Tebboune au Qatar constitue un appui aux relations d'affaires entre les opérateurs économiques des deux pays. M. El Kouari s'est félicité des mesures prises par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires, ajoutant que ces mesures «suscitent un grand intérêt des hommes d'affaires qataris pour le marché algérien».

Djamila Sai

BRÈVE

Algérie-Cuba Réactivation du partenariat bilatéral dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, et le vice-ministre cubain de la Santé, Luis Fernando Navarro Martinez, ont présidé lundi une réunion consacrée à l'évaluation de la coopération entre l'Algérie et Cuba, lors de laquelle il a été procédé à la réactivation du partenariat bilatéral dans le domaine de la santé après un ralentissement dû à la pandémie de Covid-19.

A cette occasion, le vice-ministre cubain de la Santé a précisé que sa visite en Algérie à la tête d'une importante délégation, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 60^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, «offre l'opportunité de promouvoir la coopération bilatérale». Le responsable cubain a souhaité que cette coopération se renforce davantage et que le partenariat algéro-cubain se développe encore plus, notamment dans la conjoncture sanitaire actuelle pour faire face à la pandémie de Covid-19. De son côté, M. Benbouzid a salué «le niveau des relations historiques entre l'Algérie et Cuba, qui se sont renforcées au fil du temps pour atteindre, a-t-il dit, le niveau auquel nous aspirons tous». Il s'est également félicité de la coopération «fructueuse et privilégiée» entre les deux pays, qui est marquée, a-t-il ajouté, par «sa dimension historique dans tous les secteurs, notamment celui de la santé, à la faveur de la signature de plusieurs accords, dont l'accord-cadre signé à Alger en 2016 et l'accord relatif aux modalités de mise en œuvre de ce partenariat signé à La Havane en 2018». Ces accords se rapportent à plusieurs spécialités, dont l'ophtalmologie, la santé de la mère et de l'enfant, l'urologie et l'oncologie.

Agence

■ Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie

«Aujourd'hui, le peuple et l'ANP ont pu écrire en lettres d'or dans le registre d'histoire de l'Algérie»

Le professeur en sciences politiques, Abou El Fadhel Bahlouli, a estimé que le peuple et l'Armée nationale populaire (ANP) ont pu écrire en lettres d'or dans le registre d'histoire de l'Algérie.

Soulignant la parfaite cohésion entre eux dans un mouvement qui a ébloui le monde à travers des dizaines de semaines de manifestations civilisées sous la protection de l'Armée nationale populaire, C'était à l'occasion du troisième anniversaire du mouvement populaire, le Hirak béni, du 22 février 2019, qui a mis fin à 20 ans de règne du Président déchu, Abdelaziz Bouteflika, donnant naissance à une Algérie nouvelle avec des institutions constitutionnelles fortes déterminées à réaliser la prospérité et la sécurité du peuple algérien uni. Une date décrétée par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, journée nationale sous le nom : « Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son Armée pour la démocratie » qui a, à plusieurs reprises, réitéré l'avertissement quant aux tentatives d'infiltrer, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur, ce mouvement qu'il a qualifié de « phénomène sain ». Le mouvement béni, avait-il indiqué, a protégé le pays de l'effondrement total.

Faisant remarquer que « l'Etat national allait presque tomber une fois pour toutes, comme cela s'est produit dans certains pays qui cherchent aujourd'hui une médiation pour résoudre leurs problèmes.

L'Armée nationale populaire (ANP), avait poursuivi le chef de l'Etat, a été un soutien fort et imprenable contre toutes les percées, appelant les manifestants pacifiques à consacrer la volonté



■ Tebboune : «Le Hirak a permis la tenue d'élections sans fraude et l'édification de nouvelles institutions du pays avec la participation de tous ses enfants». (Photo : DR)

populaire, à jeter les bases de la démocratie et de l'Etat de droit et à lutter contre la corruption dans des marches haut de gamme que certains médias internationaux ont classées comme les « plus grandes » du monde au cours des deux dernières décennies. L'un des plus grands résultats du mouvement populaire a été ce slogan qui définissait les lignes de défense internes et externes pour quiconque le suppliait de manipuler le sort de l'Etat et de la société lorsque les Algériens scandaient d'une seule voix, d'un seul cœur et d'une seule langue d'homme (l'armée et le peuple, ensemble).

Dimanche dernier, à partir du Qatar, le chef de l'Etat a réaffirmé que «le Hirak béni a sauvé le pays». Le Hirak, a-t-il ajouté, «a permis la tenue d'élections sans fraude et l'édification de nouvelles institutions du pays avec la participation de tous ses enfants».

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, ce politologue a

affirmé que le mouvement populaire et la cohésion du peuple et de son armée pour la démocratie ont permis de sauver l'Etat national grâce, a-t-il observé, à un ensemble de résultats positifs qui a ouvert la voie à la production d'une nouvelle Constitution et d'institutions constitutionnelles. Et, a-t-il poursuivi, a abouti à la réforme de la justice, ainsi qu'à une plus grande ouverture aux segments de la jeunesse et des femmes, et à la consolidation des droits de l'Homme dans les acquis du peuple et de l'Algérie pour promouvoir les libertés et la lutte pacifique dans le pays.

De son côté le politologue, M'hand Berkouk, a considéré, hier mardi que le 22 février, une date élevée au rang de Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, marque une étape dans la construction de l'Algérie nouvelle.

« Le 22 février consacre le lien entre le peuple algérien et son armée », a-t-il indiqué. S'exprimant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne dont il était l'invité de la Rédaction, M'hand Berkouk a fait remarquer que c'est un lien sacré qui uni l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), au peuple algérien. « Ce lien entre l'ANP et le peuple a été renforcé au fil des années par la mobilisation sans faille de l'Armée et des services de sécurité, aux côtés du peuple », a poursuivi ce politologue.

D'aucuns ont estimé que l'Etat qui était sous la mainmise d'une 'issaba' (bande) a été sauvé par les millions d'Algériens qui sont sortis dans la rue le 22 février 2019 pour empêcher cette 'issaba' d'exploiter la maladie du Président déchu, Abdelaziz Bouteflika, et de s'accaparer le pouvoir pour cinq autres années et piller encore les fonds de l'Etat.

Rabah Mokhtari

Abdelhakim Belabed à l'Assemblée populaire nationale (APN) : «Les affectations financières de 2019 augmentées de 3,05 % par rapport à 2018»

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a déclaré, avant-hier lundi à Alger, que les affectations financières allouées au secteur au titre du budget de fonctionnement de l'année 2019 ont augmenté par rapport à 2018 à plus de 22 mds DA, soit, a-t-il indiqué, un taux de 3.05%.

S'exprimant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelhakim Belabed a fait remarquer que les affectations finales octroyées au ministère en 2019 étaient de l'ordre de 733.578.023.000 DA. Réparties, a-t-il observé, sur les services centraux (4.34%), les services décentralisés (5.52%), les établissements scolaires (90.08%), ajoutant que le budget d'Equipement s'est élevé durant la même année à plus de 19 milliards de DA. Présentant un exposé sur le projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2019 lors de cette réunion présidée par Seddik Bekhouche, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre de l'Education a rappelé que 98.09% de ces affectations étaient destinées aux salaires des fonctionnaires, faisant cas, au passage, de la régularisation de plusieurs situations financières en suspens, notamment celles relatives aux arriérés des fonctionnaires contractuels et vacataires.

S'agissant du volet relatif à la distribution de manuels scolaires au profit des élèves nécessiteux, Abdelhakim Belabed a fait remarquer que l'Office national des publications scolaires (ONPS) avait lancé, en coordination avec les services du ministère, un projet d'avenant du cahier des charges, modifiant et complétant le cahier des charges relatif aux conséquences de la délégation de service public qu'assure l'Office actuellement.

« La modification de l'appellation «contribution de l'Etat à la gratuité des manuels scolaires au profit des élèves nécessiteux» qui devient «contribution de l'Etat à l'ONPS», permet à l'Office de percevoir l'intégralité des droits d'impression et de distribution de ces manuels », a poursuivi le premier responsable du secteur de l'Education nationale.

Evoquant les efforts de riposte à l'épidémie du Coronavirus (Covid-19), le ministre de l'Education nationale a appelé que son départ

tement a utilisé toutes les enveloppes financières disponibles dans le cadre des dotations budgétaires arrêtées au titre des établissements scolaires, estimées à 5,62 milliards DA. En vue, a-t-il observé, d'acquiescer du matériel et des produits d'hygiène et de désinfection, remis aux établissements scolaires. En plus, bien entendu, du strict respect du protocole sanitaire validé par le Comité scientifique qui fixe les mesures à appliquer et les règles à respecter pour prévenir et endiguer la propagation de la Covid-19 en milieu scolaire et pour rouvrir les établissements scolaires pour la révision et la préparation des examens en veillant à la protection de la santé et de la sécurité des élèves et des fonctionnaires du secteur.

Enfin, s'agissant des questions pédagogiques, le premier responsable du secteur de l'Education nationale a passé en revue les procédures liées à l'amélioration de la performance du système éducatif, citant notamment la réécriture des curricula et la révision du système d'évaluation pédagogique pour les cycles primaire et moyen.

R.M.

GESTION

Ports de pêche

La gestion confiée aux directeurs de wilaya des transports et de la pêche

La gestion des ports de pêche est désormais confiée aux directeurs des transports et de la pêche dans les wilayas. C'est ce qu'ont annoncé avant-hier les ministres des Transports, Aïssa Bekkaï, et de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, lors d'une visite de travail conjointe dans la capitale.

En effet, afin de décentraliser la gestion des ports de pêche, le ministre des Transports et celui de la Pêche et des productions halieutiques ont convenues d'étudier une proposition pour revoir les conseils d'administration des sociétés chargées de la gestion de ces ports afin de confier les missions de gestion aux directeurs des transports et de la pêche dans les wilayas où se trouvent des ports, en mettant à contribution les professionnels et les associations.

A ce sujet, M. Bekkaï a souligné, dans une déclaration à la presse, la nécessité d'une gestion locale des ports de pêche sans avoir à attendre des décisions centrales.

En réponse à une question sur la ligne de commerce maritime entre l'Algérie et la Mauritanie, M. Bekkaï a fait savoir que toutes les mesures avaient été prises pour assurer la pérennité de cette ligne, qui sera exploitée à partir de jeudi prochain.

Il a également indiqué que des études étaient en cours pour l'ouverture de lignes maritimes avec d'autres pays, sans donner plus de détails.

Ainsi, dans le cadre de leur visite de travail à Alger, les deux ministres ont inspecté les ports de pêche d'El-Djamilia, de Raïs Hamidou et d'Alger. Cette visite du terrain avait pour objectif de s'enquérir des préoccupations des professionnels qui sont «le pilier du secteur», a indiqué pour sa part, M. Salaouatchi.

En outre, le ministre a fait savoir qu'afin de résoudre les problèmes soulevés dans le domaine de la pêche, il a été procédé à la révision des plans d'amarrage et à l'octroi de cases de pêcheurs aux professionnels et même aux fabricants de filets de pêche pour pouvoir travailler dans des conditions convenables. Pour ce qui est de la construction navale, il a rappelé l'installation, en novembre 2021, d'une Commission interministérielle (Pêche-Intérieur-Industrie-Transports), dans le but de relancer l'industrie navale en Algérie et d'étudier les demandes de foncier formulées par les investisseurs. Il convient de noter à ce propos que depuis la mise en place de ladite Commission, 15 autorisations d'investissement ont été octroyées pour les professionnels de la construction navale au niveau de 12 wilayas, en sus de la validation de 11 projets au niveau des zones d'activités et/ou industrielles. Concernant la richesse piscicole, M. Salaouatchi a révélé qu'elle avait augmenté en 2021 de 7% sur un glissement annuel, affirmant que le stock piscicole est resté stable (100.000 tonnes). Et ce, d'après la dernière étude élaborée par le Centre national de la recherche et du développement de la pêche et de l'aquaculture.

Manel Z.

INFO EXPRESS

**Compte «Suisse Secrets»
Les révélations
de l'enquête
«Suisse Secrets»**

«Crédit Suisse», la deuxième banque du pays, se trouve depuis quelques jours, au cœur d'un scandale financier. Une enquête internationale menée par plusieurs médias a révélé que la banque «Crédit Suisse», a hébergé des fonds d'origine criminelle ou illicite.

L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), un consortium regroupant 47 médias, se base sur les données de plus de 18.000 comptes appartenant à des clients étrangers qui ont caché leur argent au «Crédit Suisse».

Les dossiers sont loin d'être une liste complète des clients de la banque, mais ils offrent un aperçu révélateur derrière le rideau du secret bancaire suisse, selon l'OCCRP.

Plus de 163 journalistes de 48 médias dans 39 pays à travers le monde ont passé des mois à analyser les informations sur les comptes bancaires divulgués par le «Crédit Suisse», le deuxième plus grand prêteur de Suisse. ■

Doha

La ministre de la Solidarité visite des centres à caractère social

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a effectué, lundi à Doha, avec son homologue qatarie, ministre du Développement social et de la Famille, Maryam Bint Ali Bin Nasser Al Misnad, une visite dans trois centres à caractère social.

Les deux ministres se sont rendues au centre des enfants souffrant de handicap mental, puis le centre des consultations familiales avant de visiter le centre Amane contre la violence familiale.

Cette activité est intervenue en marge de la visite d'Etat qu'a entamée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune depuis samedi au Qatar, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Le Président Tebboune était accompagné dans sa visite d'Etat au Qatar d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de la Justice, de l'Energie et des mines, de l'Agric-



culture et du Développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

INFO EXPRESS

**Concours «Green challenge»
Accompagnement financier
et technique des lauréats**

Les cinq premiers lauréats du concours national «Green Challenge» de la meilleure idée innovante liée à l'environnement, dont les résultats ont été annoncés dimanche à Annaba, «bénéficieront d'un accompagnement financier et technique pour concrétiser leurs projets», a-t-on appris au cours de la cérémonie de clôture de ce concours scientifique aux dimensions environnementales et économiques. Cet accompagnement financier et technique aux porteurs de projets innovants sera assuré par l'Agence nationale de la valorisation des résultats de la recherche et de développement technologique (ANVREDET) et le Centre de recherche en environnement (CRE) d'Annaba, organisateurs de ce concours, en coopération avec la Direction générale de la recherche et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ont expliqué les organisateurs. Les projets primés sont «Smart self cleaner» du chercheur Younes Mechaal de l'université de Mascara, arrivé en tête de la liste des lauréats du concours, suivi de «Green Carbon» du chercheur Imad Alaa du Centre de recherche en biotechnologie (CRBT) de Constantine. Ces deux projets s'intéressent à la lutte contre la pollution de l'air grâce à l'utilisation des technologies modernes. Aussi, le projet innovant de valorisation des plumes de volailles et leur exploitation en pisciculture, présenté par l'étudiant Nazim Taher Mamcha de l'université Badji Mokhtar d'Annaba a été primé. Parmi les projets innovants lauréats figurent également celui d'une entreprise innovante pour la fabrication de cages pour lutter contre les moustiques, présenté par la chercheuse Meriem Farfar du Centre de recherche en environnement d'Annaba et un autre projet innovant dans le domaine de la santé lié à la fabrication de pansements à partir de produits naturels, du chercheur Amar Sekio du même centre. ■

Rentrée professionnelle

Plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, au titre de la prochaine rentrée professionnelle prévue le 27 février, a-t-on appris de la tutelle. Le département de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre au titre de la prochaine rentrée professionnelle 2021/2022 prévue le 27 février au niveau national, 283.991 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, dont 398 places dédiées aux handicapés moteurs réparties selon les modes et dispositifs de formation et les niveaux de qualification. Sur l'ensemble de ces places, le secteur assure 11.060 nouvelles places dans la

formation en présentiel, 97.013 autres dans la formation par apprentissage et 29.699 places à distance. Le secteur a également prévu 16.725 nouvelles places pour la formation en cours du soir, 5.403 places au profit des populations en milieu rural, 21.442 places pour la formation des femmes au foyer, 8.046 places pédagogiques dans les établissements privés agréés ainsi que 9.285 places pour la formation en mode passerelle et 330 autres dans le cadre du dispositif d'alphabétisation. En prévision de cette rentrée, les spécialités du secteur couvrent 23 branches professionnelles figurant dans la nomenclature des branches professionnelles et des spécialités de formation professionnelle où des spécialités sont proposées pour

la première fois dans plusieurs wilayas. Il s'agit des spécialités de «maintenance des systèmes d'énergie et des liquides, l'industrie pétrolière et la numérisation dans les domaines d'exploitation des stations d'assainissement des eaux et recyclage des déchets, extraction des huiles médicinales et les herbes aromatiques». Le secteur met l'accent sur l'orientation des spécialités et offres de formation ouvertes vers les secteurs prioritaires pour la relance de l'économie nationale en vue de faciliter l'insertion professionnelle des diplômés du secteur en fonction des besoins des entreprises en main d'œuvre qualifiée, des spécificités de chaque région et des développements technologiques modernes. ■

Octroi de l'allocation chômage

La 1^{re} étape passe par l'inscription auprès des services de l'Anem

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) tient à informer les demandeurs d'emploi souhaitant bénéficier de l'allocation chômage que la première étape de l'opération passait à travers l'inscription auprès des services de l'Anem, appelant tous les demandeurs d'emploi non encore inscrits à s'inscrire à distance via son site électronique. «L'Anem tient à informer l'ensemble des jeunes demandeurs d'emploi souhaitant bénéficier de l'allocation chômage que la première étape de l'opération passe à travers l'inscription auprès des services de l'Anem, appelant tous les demandeurs d'emploi non inscrits auprès de ses services à s'inscrire à distance via le site élec-

tronique de l'Agence (www.anem.dz) ou le lien (www.wassitonline.anem.dz)», a précisé un communiqué de l'Agence. L'Agence tient également à porter à la connaissance des demandeurs d'emploi inscrits auprès de ses services que l'octroi de l'allocation chômage s'opère exclusivement via la plateforme numérique «www.minha.anem.dz» qui permet également aux demandeurs d'emploi d'inscrire leurs informations personnelles et de s'assurer s'ils remplissaient les conditions d'accès à cette allocation avant de prendre un rendez-vous d'entretien avec les conseillers à l'emploi relevant des annexes locales de l'Anem et de se rapprocher des

agences munis d'un reçu du rendez-vous d'entretien et un acte d'engagement pour s'assurer de la véracité des informations fournies. Enfin, l'Anem a appelé à l'impératif de respecter les rendez-vous d'entretien programmés antérieurement avant de se rapprocher de l'annexe locale de l'agence, ajoutant que la mise à jour de l'inscription auprès de ses services est effectuée de manière automatique. Pour plus d'informations et dans le cadre de son souci de prendre en charge les demandeurs d'emploi et offrir des services de qualité, l'agence met à la disposition des demandeurs d'emploi le numéro vert gratuit 3005. ■

Kit GPL

200.000 véhicules équipés

200 000 véhicules ont été équipés en kit GPL dont 50 000 taxis grâce à la mobilisation de plus de 550 ateliers au niveau national. C'est ce qu'a fait savoir lundi le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benatou Ziane. Dans un entretien accordé à l'agence Aps, le ministre a souligné que le programme subventionnant cette opération avec une réduction de 50%. Il a ajouté que cette opération se poursuivra dans le cadre de la préservation de l'environnement et la protection de la santé, outre la réduction de la consommation des carburants conventionnels. ■

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulante) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

*Allah Le Tout-Puissant
vous le rendra.*

MOB : 07 82 51 96 83

Demande d'aide financière

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin d'effectuer des examens médicaux (échographie analyses, etc.)

MOB : 05 59 31 19 67.

Hausse générale des prix et baisse du pouvoir d'achat Colère populaire au Maroc

Après 40 villes, désormais les manifestations au Maroc contre le régime de Makhzen et sa désastreuse politique sociale et économique elles sont passées à 51 villes, les effets de la pandémie de la Covid-19 sur la fragilité de l'économie marocaine ont dénudé la triste réalité au Maroc.

Des milliers de Marocains sont descendus dans 51 villes y compris dans la capitale de Rabat, pour crier leurs raz-le-bols de la politique de Makhzen et pour dénoncer la hausse générale et excessive des prix des produits de consommation et de carburant, appelant à «rendre le pouvoir au peuple». Ces manifestations nombreuses et partout au Maroc sont une réponse au lendemain de l'appel du «Front social», qui regroupe des partis d'opposition de gauche, notamment dans les grandes villes comme Rabat, Casablanca, Marrakech, ainsi que Khemisset, Beni Mellal, Berkane, Meknès et Agadir.

Ainsi, 51 villes ont répondu en faveur de l'appel du «Front social». Un véritable cauchemar pour le Makhzen. Dans les rues, les manifestants ont scandé des slogans appelant à améliorer la situation sociale et à offrir des opportunités de travail aux jeunes, réclamant la liberté et la dignité au peuple mais aussi la fin de la tyrannie et la corruption et contre la normalisation avec l'Entité sioniste.

«Le peuple veut renverser la tyrannie», «Le pouvoir pour le peuple», «Dignité et liberté», «Non au Makhzen, non aux Sujets», litanies dans les banderoles brandies par les manifestants.

Ils ont également appelé à l'arrêt de la hausse des prix et à la protection du pouvoir d'achat des citoyens : «Non aux prix élevés», «Pas de santé, pas d'éducation... C'est le Maroc», et brandi des slogans appelant au départ du chef du gouver-



■ Manifestations au Maroc.

nement Aziz Akhannouch (Akhannouch dégage), accusé d'être impliqué dans la hausse des prix des hydrocarbures à travers son monopole sur le marché à hauteur de 30% dans la filière du diesel et de l'essence. Le coordinateur national du Front social marocain, Younes Farachen, a assuré que «cette manifestation ne sera pas la dernière, mais plutôt le début d'une nouvelle série de luttes en l'absence de réponses du gouvernement actuel sur la situation sociale que vivent les Marocains».

Il a indiqué, dans une déclaration à al-Araby al-Jadeed, «qu'au moment où le gouvernement doit soutenir les classes sociales fragiles afin de sortir de la situation difficile actuelle

et d'améliorer le pouvoir d'achat qui était déjà affecté par les conséquences de la pandémie, il ne pense qu'à imposer un passeport de vaccination». Le «Front social marocain», qui regroupe plus d'une trentaine d'organisations associatives, de défense des droits de l'Homme, syndicales, politiques et vise à défendre les droits et les libertés des couches sociales les plus larges, avait appelé à organiser des manifestations dans tout le Royaume pour «renverser la tyrannie et la corruption, la cherté scandaleuse de la vie ainsi que les restrictions et répressions des droits et libertés publiques et syndicales», et parvenir à une société de «dignité, de justice sociale et d'égalité».

Dans ce contexte, le vice-secrétaire national du Parti démocratique marocain «Nahj», Mouaad al-Djahri, a déclaré dans un post sur la page officielle du parti sur «Facebook» que la Journée internationale de la justice sociale (célébrée dimanche) constituait une occasion importante pour «souligner la nécessité d'arriver à un front populaire uni pour renverser le Makhzen et établir la démocratie dans notre pays», notant que «ce Makhzen maudit a mené une contre-attaque dangereuse qui se poursuit à ce jour». Il a également souligné que «le système va changer malgré lui».

Oumoussa Lakhdar

La Palestine appelle à la fin des expulsions sionistes à Al-Qods occupée

La Palestine est en contact avec plusieurs parties internationales pour mettre fin à l'expulsion des familles palestiniennes de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah à Al-Qods occupée, a déclaré avant-hier, le conseiller présidentiel pour les affaires d'Al-Qods occupée, Ahmed al-Ruweidi. L'objectif de ces contacts, a ajouté Ahmed al-Ruweidi, est d'arrêter les mesures prises par les sionistes pour expulser les familles du quartier de Sheikh Jarrah, et de créer une pression internationale sur l'entité sioniste. S'exprimant devant des journalistes à Ramallah (Cisjordanie occupée), le responsable palestinien a accusé les autorités sionistes de planifier la démolition totale de 22 000 maisons à Al-Qods occupée, dont 250 prévues au cours du premier semestre de cette année.

Les efforts visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur cette question

«sont importants», a poursuivi Ahmed al-Ruweidi. Sheikh Jarrah, l'un des quartiers d'Al-Qods occupée, où se siègent la plupart des représentations diplomatiques, est le théâtre de tensions depuis la semaine dernière.

Les tensions sont montées face aux menaces des forces sionistes d'expulser plusieurs familles palestiniennes de leurs maisons.

Les Palestiniens continuent non seulement de subir l'humiliation et les violences quotidiennes (arrestations, assassinats) mais aussi les expulsions en masse de leurs maisons par les forces d'occupation sioniste à des fins expansionnistes. Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 2334 appelant à l'arrêt immédiat de la colonisation dans les territoires occupés qui constitue une violation flagrante au regard du droit international.

Soudan

Des milliers de Soudanais défilent sous les grenades lacrymogènes

Des milliers de Soudanais sont descendus avant-hier dans les rues pour dénoncer le pouvoir militaire sous les tirs de grenades lacrymogènes, alors que dans l'autre partie, les autorités ont libéré, le même jour, des dizaines de prisonniers de la répression qui dure depuis le putsch d'octobre, selon des avocats soudanais. Sous une nuée de drapeaux du Soudan et au son des tambours, les manifestants à Khartoum, Port-Soudan (Est), Madani (Centre), Gedaref et Kassala (Est) ont crié aux militaires de «retourner à la caserne» et en premier lieu le général Abdel Fattah al-Burhane, l'auteur du coup d'Etat du 25 octobre. A Kassala, à l'est de Khartoum, les jeunes manifestants ont scandé «non au pouvoir militaire» en se dirigeant vers une base militaire de la ville, ont indiqué des témoins. Les forces de sécurité ont tiré des grenades lacrymogènes sur des manifestants à Khartoum et dans ses banlieues, ainsi qu'à Port-Soudan, ont rapporté des témoins aux médias locaux. Au même moment, l'émissaire de l'ONU pour les droits humains, le Sénégalais

Adama Dieng, a rencontré à Khartoum des dirigeants, diplomates et membres de la société civile pour tenter de faire la lumière sur la répression qui a fait 82 morts depuis le putsch selon des médecins pro-démocratie. Avant l'arrivée de cet expert, plusieurs détenus arrêtés lors des rafles dans les milieux anti-putsch s'étaient mis en grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention. Au deuxième jour de sa visite, «41 d'entre eux ont été libérés» avant-hier, a indiqué l'avocate Enaam Attiq, alors que «plus de 200 personnes ont été incarcérées» depuis octobre, selon un collectif d'avocats anti-coup d'Etat. M^e Attiq a ajouté que d'autres organisateurs de défilés, manifestants ou politiciens détenus «seront déferés (...) en vue de leur libération» après avoir passé «parfois des semaines» sans aucune inculpation ni charge, selon le collectif d'avocats. Pour ces derniers, «c'est une opération de camouflage qui vise à faire croire à l'émissaire de l'ONU que les geôles du régime sont vides».

Hadji Ali Saïd

Crise ukrainienne

La Russie reconnaît les Républiques autoproclamées du Donbass

Lors d'une allocution télévisée qui faisait suite à un Conseil de sécurité où les membres du gouvernement s'étaient exprimés, Vladimir Poutine a reconnu les Républiques autoproclamées du Donbass avec qui il a signé des traités d'amitié. Au cours d'une intervention télévisée, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie reconnaissait désormais les Républiques autoproclamées de Lougansk et de Donetsk, note RT. Il a également signé des «accords d'amitié et d'entraide» avec les deux Républiques du Donbass. «Je juge nécessaire de prendre cette décision qui était mûre depuis longtemps : immédiatement reconnaître l'indépendance de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk», a-t-il déclaré en demandant au Parlement russe «d'approuver cette décision puis de ratifier les accords d'amitié et d'entraide avec les deux républiques». Plus tôt dans la journée, les dirigeants de la République autoproclamée de Lougansk et de celle de Donetsk ont demandé au Président russe Vladimir Poutine de reconnaître leur

indépendance. Vladimir Poutine exige l'arrêt immédiat des opérations militaires de Kiev dans le Donbass. Au cours de son discours le Président russe a exposé les derniers développements de la crise ukrainienne et exploré la volonté de Kiev de faire perdurer le conflit dans l'est de l'Ukraine. A ce titre, il a exigé des autorités ukrainiennes de «cesser les opérations militaires» contre les deux républiques du Donbass. «Quant à ceux qui ont pris le pouvoir à Kiev et qui le gardent, nous exigeons d'eux l'arrêt immédiat des opérations militaires, autrement toute la responsabilité de la poursuite de l'effusion de sang reposera totalement sur la conscience du régime en territoire ukrainien.» L'annonce du Président russe survient dans un contexte sécuritaire fortement détérioré à l'est de l'Ukraine. Ce même 21 février, le Service russe de sécurité (FSB) a annoncé qu'un «obus d'un modèle inconnu tiré depuis le territoire ukrainien avait complètement détruit un lieu de service des garde-frontières du FSB de la Fédération de Russie».

ACTIVITÉ CULTURELLE

LA MUSIQUE SEULE EST UN LANGAGE UNIVERSEL ET N'A POINT BESOIN D'ÊTRE TRADUITE



Chaque instrument a une longue histoire ainsi que le nom de son inventeur et a une origine particulièrement riche d'enseignements que l'on aimerait vous donner, mais, ce n'est pas le sujet. Ce langage dit universel est un patrimoine mondial et appartient à des peuples plurilingues qui se comprennent par ce langage à défaut de se comprendre par leurs langues respectives. La musique, langue universelle, est un merveilleux moyen de communication indépendant de la langue de chacun et de rapprochement des peuples malgré leurs différences ethniques et culturelles. Les grands musiciens mondialement connus malgré leur d'origine différente, ont composé des musiques, des opérettes et symphonies pour tous les auditeurs ou spectateurs du monde et quelle que soit leur langue et leur pays.

Dans le monde, ne serait-ce que de nom, on connaît plus ou moins bien : Giuseppe Verdi, Mozart, Richard Wagner, Jean Sébastien Bach. Et celui qui est admiré le plus c'est Beethoven pour ses chefs d'œuvre, des symphonies admirables et indémodables. Iguerbouchen, né en 1907 à la casbah d'Alger, il a été pris en charge par des touristes anglais qui, ayant découvert en lui des prédispositions pour la musique, ils l'emmenèrent dans leur pays et le confièrent à de grands maîtres de la musique classique, et ces derniers en ont fait pendant des années un grand musicien connu par le monde du cinéma et de la musique pour lesquels il a composé des musiques sensationnelles.

La musique seule est un langage universel

C'est un langage universel que tout le monde considère comme tel, quelle que soit son origine et sa langue et la musique est constituée d'un ensemble harmonieux de sons qu'il faut savoir décrypter pour deviner à peu près son contenu. Le langage musical n'est pas comme les autres langages, il apporte à tous ceux qui l'écoutent une sorte de gaieté de cœur qui les transportent vers de nouveaux horizons plus cléments et ne leur redonne que du bonheur et de l'espoir au moment où ils en ont le plus besoin. Une envie irrésistible d'écouter de la musique s'empare de chacun tant les sons des instru-

La musique est avant tout un moyen d'expression dont les messages sont décryptés par les connaisseurs passionnés de productions artistiques. Mais arriver au stade actuel de perfectionnement musical, il a fallu d'abord inventer les instruments de musique qui n'existaient pas à l'origine, puis, ceux qui étaient intéressés par le domaine musical ont mis au point les sept notes de musique à partir desquelles s'est bâti tout le patrimoine artistique national et international.

ments s'égrènent harmonieusement en évoquant une certaine douceur de vivre et un plaisir immense de vivre comme sous d'autres cieux. Pourtant les plus belles musiques ont été réalisées par des gens souvent inconnus et dont on entend parler que de ses musiques, d'ailleurs si c'est un musicien hors pair, on cherche à faire sa connaissance et à connaître son nom et ses origines ; ainsi les meilleurs chanteurs musiciens arrivent à se faire connaître par les passionnés des belles musiques cela ne peut que les valoriser. Ce qui explique la portée exacte de l'universalité de la musique. La voix du chanteur ou la musique de son instrument attirent dès qu'ils se font entendre et quelle que soit la langue d'expression de chacun, tout le monde arrive à comprendre le contenu, les plus intéressés, vibrent à l'écoute de la voix du musicien et de sa musique particulièrement envoûtante. La musique vocale et instrumentale suffit amplement pour comprendre les paroles mais d'une manière globale. Mais il faut aimer la musique c'est-à-dire le genre musical d'un artiste pour réagir favorablement à ses œuvres. L'harmonie des sons, le rythme des chansons, l'intonation font le charme particulier qu'a chaque chanteur. Il existe des milliers de genres musicaux dans le monde, chacun a ses particularités, ses rythmes, ses mélodies, parce que l'artiste a son style dont il est l'inventeur exclusif.

Le vrai musicien est celui qui ne copie pas les autres, il est l'auteur de son propre genre et il a une préférence pour un instrument de musique qui lui obéit à la perfection. Et lorsqu'il y a beaucoup de créateur dans ce domaine artistique, il y a complémentarité et enrichissement et c'est un signe de bonne santé qui nous donne des raisons d'espérer un avenir radieux pour la musique en général et les genres musicaux en particulier. Le public de son côté est di-

vers, chaque individu a selon son niveau d'instruction, son âge, sa culture, ses goûts, ses désirs, ses rêves, sa vocation, a une préférence pour un genre musical et pas pour un autre. On sait tous que les jeunes aiment le rythme saccadé, rapide et qui donne envie d'entrer dans le même mouvement qui procure la sensation de vivre pleinement sa vie, et tant qu'on aime le rythme rapide, on a le cœur de jeune alors que les mélomanes d'un certain âge aiment plutôt la musique au rythme plus lent, douce, voluptueuse, qui charme les oreilles et qui fait rêver par sa lenteur. On voit bien que la musique ne connaît pas de frontières et à aucun moment nous n'avons parlé de nationalité, d'où l'universalité de la musique et de la chanson.

La musique n'a point besoin d'être traduite

Pourquoi la traduire ? Pour permettre à tous les citoyens du monde de la comprendre alors que sans traduction, on la comprend très bien. Pour le moment, il faut parler de tranches d'âge auxquelles correspondent des musiques. La musique n'a pas besoin d'être traduite, elle est comprise par elle-même et par tout le monde quelle que soit sa langue : rien qu'à l'écouter attentivement, on arrive à la comprendre, peut être même à l'aimer ou à n'avoir aucune attirance pour elle parce qu'elle ne répond pas à la vocation de chacun. C'est naturel, et ceci ne s'explique pas scientifiquement. Rare ceux qui pour une raison ou une autre, ne réagissent pas à la musique. On a connu des gens qui en sont fous. Par exemple la musique, seule, au son du simple tambour et de la cornemuse entraîne dans la danse des groupes qui n'arrivent pas à se contrôler, ils aiment ce rythme musical et à des chansons en musique et sans paroles, ils ne peuvent résister à l'envie de danser,

et à l'écoute ils vibrent indépendamment de leur volonté. C'est ce qui arrive à la majorité des amateurs lorsqu'on entend les sonates, les quatuors et les symphonies de Beethoven, compositeur allemand né au 18ème siècle. Beaucoup d'émissions, par le passé ont utilisé la musique d'une symphonie de Beethoven comme générique pour rehausser la valeur de leur émission et lui donner plus de poids parmi d'autres. La musique de Beethoven qui traduit peut-être des paroles ou chef d'œuvre écrit en allemand, est appréciée par le monde entier ; c'est une musique douce, envoûtante qui vous transporte loin dans les nues.

La belle musique est indémodable, aujourd'hui, elle vaut autant, sinon plus que du temps de son compositeur par le charme qu'elle exerce sur ceux qui l'ont écouté avec beaucoup de plaisir, qui l'écoutent et l'écouteront encore des siècles devant nous. Parmi les contemporains ayant acquis une renommée mondiale de musiciens du monde arabe, il y a Farid El Atrache qui a séduit autant par sa musique que par son physique de grand chanteur musicien qui a exercé un attrait irrésistible sur ses contemporains restés admiratifs de ses chansons et surtout de sa musique pendant des décennies. Chez nous on n'oubliera pas de citer la toute jeune et grande musicienne, auteure d'opérettes et chanteuse émérite de notre temps sortie diplômée des grandes écoles européennes. C'est Amel Ben Brahim. Elle a su imprimer à sa musique un cachet particulier de musicienne hors pair, c'est une fierté que de la voir applaudie par les spectateurs étrangers après leur avoir chanté sous la conduite d'un grand orchestre des chansons en style opérette. Puisqu'on est dans la musique moderne, n'oublions pas de parler de l'Algérien bien connu comme grand chanteur, mais avant d'être chanteur, il a été un grand musicien qui a formé beaucoup de jeunes à la radio d'Alger, Chérif Kheddam. C'est un artiste célèbre qui vaut surtout par sa musique. On écoute beaucoup plus sa musique que ses paroles. Voilà de belles musiques qui ont franchi les frontières par leurs qualités de leurs musiques instrumentales, et leur musique vocale.

INFO EXPRESS

Tipasa Des marchés «Errahma» en force pour le prochain Ramadhan

Les préparatifs mobilisés par la wilaya de Tipasa pour le prochain Ramadhan vont bon train. En effet, des marchés «Errahma» de vente directe producteur-consommateur seront ouverts au niveau des 28 communes de la wilaya de Tipasa durant le mois de Ramadhan, ont révélé avant-hier les services de ladite wilaya à l'APS. La décision d'ouverture des marchés de vente directe des produits du producteur au consommateur a été prise par le wali de Tipasa lors du conseil exécutif, tenu le week-end dernier dans le cadre des préparatifs du mois de Ramadhan, en vue de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux à faible revenu, a-t-on relevé. Les directions du commerce, de l'administration locale, de l'agriculture et de la pêche, ainsi que les collectivités locales, ont été chargés de mobiliser les producteurs et à dégager des espaces pour abriter les marchés «Errahma», et de veiller à la qualité et à la disponibilité des marchandises à des prix accessibles, notamment concernant les légumes, la viande et les produits de large consommation, a-t-on ajouté. Le wali de Tipasa a également donné des instructions pour accorder une suite favorable à toutes les demandes d'autorisation pour l'ouverture de restaurants Errahma réunissant les conditions requises. Il a, par ailleurs, instruit les services concernés d'intensifier les opérations de contrôle des prix et de la qualité des produits, de s'assurer de la disponibilité des denrées alimentaires de large consommation et d'accélérer l'opération de préparation des listes des bénéficiaires de la prime de solidarité. ■

Relizane

La réticence de la population ralentit la campagne vaccinale

Disponibilité massive des doses de vaccin anti-Covid-19, ouverture des plate-formes de rendez-vous, ralentissement du nombre des cas d'infection, la campagne vaccinale se poursuit dans la wilaya Relizane, cependant les prises de rendez-vous pour se faire vacciner sont désormais moins nombreuses, une réticence de la population locale à la vaccination, un constat présenté par le docteur Fatah Ali, coordinateur de wilaya, chargé du suivi Covid à la direction de la santé de la wilaya de Relizane.

Le responsable de la communication, D^r Fatah Ali a indiqué hier que la DSP relevant de la wilaya de Relizane a installé des tentes (Kheïma) à travers l'ensemble des communes relevant de ladite wilaya, où des quantités largement suffisantes de doses de vaccin anti-Covid-19 sont disponibles et qui devront être administrées aux citoyens qui veulent se faire vacciner sans rendez-vous. Sur le terrain, des organisations de la société civile se mobilisent pour sensibiliser la population. A Relizane, l'association Santé «Le geste qui sauve» a formé depuis cinq mois une cinquantaine



de jeunes pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation contre le Covid-19, notamment dans les quartiers populaires et sur les réseaux sociaux. «Il a fallu faire un travail de fond sur les mentalités», explique, d'autre part, Nour Eddine Bouceta, président de l'association des diabétiques, qui a dénoncé, par la même occasion, l'impact des fausses informations massi-

vement relayées sur Internet et qui altèrent la communication officielle autour de la

gestion de la pandémie de la Covid-19.

N. Matik

Béchar

1.000 abonnés pénalisés par le vol de 2,4 km de câbles téléphoniques

Le vol des câbles en cuivre à pris une proportion alarmante à travers le territoire relevant de la wilaya de Béchar. En quelques jours seulement, une quantité considérable de câbles en cuivre a été volée par des groupes inconnus qui surgissent souvent durant la nuit. En somme, quelque 2,4 km de câbles en cuivre du réseau téléphonique (fixe et internet) ont été dépouillés ces derniers jours à travers plusieurs quartiers de la commune de Béchar, a-t-on appris dimanche auprès de la direction opérationnelle d'Algérie Telecom de Béchar. Pénalisant 1000 foyers et autres structures à caractère public, des abonnés au réseau, ces vols en série de câbles en cuivre ont causé d'énormes soucis, notamment des coupures à travers une dizaine de quartiers et groupements urbains et ont également engendré de lourdes pertes financières à l'entreprise victime, a précisé la même source. D'autre part, les vols de câbles en cuivre ont également ciblé les frontières relevant du territoire de Béchar. En effet, il a été constaté le vol de 300 mètres-linéaires du réseau de liaison téléphonique et d'internet au chef-lieu de la com-

mune frontalière de Lahmar (60 km au nord de Béchar), provoquant une coupure semi-générale des liaisons, heureusement vite réparées, toujours selon la même source. Par ailleurs, plusieurs plaintes ont été déposées par les nombreuses victimes auprès des services de sécurité pour démasquer les éventuels auteurs de ces vols, a-t-on souligné. Sur un autre plan, celui commercial, et dans le cadre de son plan de développement, Algérie-Télécom a lancé un projet de nouveau réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FFTH) au profit de la wilaya de Béchar. Dans une première action, quelque 3 000 foyers, notamment ceux résidents à la nouvelle cité AADL et la nouvelle zone d'urbanisme «Bleu», au sud de la commune de Béchar, vont bénéficier d'une installation nouvelle du nouveau réseau de fibre optique jusqu'au domicile. L'objectif d'Algérie-Télécom est de moderniser ses réseaux de téléphonie fixe et d'internet à haut débit. En plus de cette opération, plus de 50 000 abonnés à travers la wilaya vont bénéficier prochainement dudit réseau FFTH, c'est ce qu'a informé Algérie-Télécom. ■

Relancés par la Commission de la wilaya de Mostaganem

Fin de calvaire pour 68 projets d'investissement à l'arrêt

Dans le cadre des mesures prises par l'Etat concernant la levée des obstacles sur les projets à l'arrêt, les services de la cellule de communication relevant de la wilaya de Mostaganem ont annoncé, avant-hier, la fin de calvaire pour 68 projets d'investissement, ils ont été enfin relancés, ont assuré les mêmes services. Ces derniers ont indiqué que dix projets d'investissement à l'arrêt en raison d'obstacles administratifs, ont été relancés grâce à la délivrance des autorisations d'exploitation exceptionnelles, une décision prise à l'issue d'une réunion tenue avant-hier par la commission de wilaya chargée de suivi et de la levée des obstacles sur les projets d'investissement. Les dix projets relancés s'ajoutent à 58 autres projets d'investissement également relancés, lors de précédentes réunions organisées par ladite commission, portant le nombre glo-

bal à 68 projets. Ledit communiqué a indiqué que lesdits projets relancés se trouvent dans la majorité des communes de Mostaganem, et particulièrement dans les zones d'activités industrielles de la wilaya de Mostaganem, particulièrement à Sidi Ali, Mesra, Hassiane, Soug Ellil, Ain Tedles, Formaka et Gouara au niveau des zones d'expansion touristique les Sabelettes (commune de Mazagran), Cap Ivy (Benabdelmalek Ramdane). En parallèle, le wali de la wilaya de Mostaganem, Aïssa Boulahia, a inspecté plusieurs projets ayant entamé leurs activités effectives, dont des unités de production de barres de fer, de briques rouges, de bitume et dérivés, d'ameublement ménager, de recyclage de papier et d'emballage de produits alimentaires au niveau de plusieurs zones industrielles, ainsi que le projet du Hammam Sidi Mekhfi à Aïn Nouissy, c'est ce qu'a

souligné la même source. Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement des autorités locales, le wali a donné plusieurs instructions pour la signature de contrats avec des micro-entreprises pour fournir les matières premières ainsi qu'avec des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels pour former une main d'œuvre qualifiée dans différents domaines, ajoute le même document. Le même responsable a tenu plusieurs réunions sur ce dossier, qui revêt pour les pouvoirs publics une importance capitale, pour améliorer le climat d'investissement et offrir toutes les facilités aux investisseurs contribuant à créer la richesse et des postes d'emploi. Le wali a également donné des instructions fermes aux directeurs exécutifs pour accélérer l'exécution de ces mesures urgentes, permettant de créer 4 000 postes d'emploi directs et permanents, indique-t-on. ■

France

2022, l'Apocalypse ?



Un bouleversement de proportions inédites se déroule sous nos yeux à moins de soixante jours de la présidentielle. Le macronisme semble entrer dans sa phase d'effondrement malgré l'apparence flatteuse des sondages. C'est qu'il est en train de vivre son Apocalypse, la «révélation» rendue possible par la convergence des luttes à l'œuvre en ce moment contre le Président sortant.

Fin 2016, livrant les motivations de son engagement politique, Emmanuel Macron se déclarait investi d'une «mission» de «transcendance». Animé par l'espérance de sauver la France, persuadé que l'autoritarisme ultralibéral conduirait le peuple vers un «nouveau monde», l'actuel Président s'est employé, au plus haut sommet de l'État, à déchirer le pays entre un camp du bien : celui de l'argent-Roi qu'entretient une formidable pression médiatique à l'œuvre autour de l'Élysée ; et un camp du mal : celui d'un peuple méprisé pour sa seule aspiration et qui, de ce fait, est réduit au silence.

Le fait est qu'Emmanuel Macron se prend pour un dieu. Des vapeurs de

Lorsque des espérances fanatiques dépossèdent un homme de sa propre individualité, fut-il aussi intelligent qu'Emmanuel Macron, elles en viennent à l'asservir entièrement, au point qu'il ne se définit que par elles. On comprend ainsi que ce n'est pas le bien de la nation qui anime son dessein politique, mais la folle espérance en l'argent-Roi qui l'enferme dans l'imprécation de tous ceux qui oseraient la mettre au jour, et la dénoncer.

toute puissance tournent dans sa tête, au point que les arguments logiques n'y ont plus de prise. Et ce, jusqu'à adopter certaines attitudes de diabolisation du désaccord qui forcent à ne voir qu'un «extrémiste» chez un compatriote en quête de justice. Quitte à se défaire de ses responsabilités dans la destruction de nos

hôpitaux, en déchouant les non-vaccinés de leur citoyenneté. Lorsque des espérances fanatiques dépossèdent un homme de sa propre individualité, fut-il aussi intelligent qu'Emmanuel Macron, elles en viennent à l'asservir entièrement, au point qu'il ne se définit que par elles. On comprend ainsi que ce n'est pas le bien

de la nation qui anime son dessein politique, mais la folle espérance en l'argent-Roi qui l'enferme dans l'imprécation de tous ceux qui oseraient la mettre au jour, et la dénoncer. Le fait est, cependant, que personne ne sauve le monde par lui-même. Pas même Emmanuel Macron, qui ne peut pas sortir dans la rue sans prendre une gifle ou se faire cracher dessus. Il n'est autre qu'un petit show-man de salon, un robot de la technocratie, dont la seule contribution durant cinq ans, par-delà les sourires glaçants et les zigzags électoralistes, aura été de reléguer la France dans la catégorie des «démocraties défailtantes», à coup de matraques tous les samedis.

Sa réélection serait un cataclysme pour la France et assurerait pour celle-ci les mêmes reculs et le même abandon. Le réveil qui gagne les esprits ouvre dans ce sens une lucarne d'optimisme. C'est que l'Histoire est peut-être en marche. Mais pour que le jugement ultime soit rendu, le peuple, seul capable de conjurer sa perte, devra se lever et se rendre aux urnes.

Hocine Kerzazi

Journée nationale de La Casbah

Il y a trente ans, la citadelle intégrait le patrimoine mondial de l'humanité

Il y a trente ans, le centre historique millénaire de la Casbah d'Alger intégrait la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'Unesco, la considérant comme un lieu de mémoire et d'histoire qui compte de nombreux vestiges et une structure urbaine traditionnelle associée à un grand sens de la communauté.

Décrite par l'Unesco comme l'un des plus beaux sites maritimes de la Méditerranée constituant un type unique de médina, la Casbah d'Alger apparaît comme un exemple significatif de ville historique maghrébine, habitée au moins depuis le VI^e siècle, qui a eu une grande influence sur l'urbanisme de la région. Le classement de ce site est intervenu pour de nombreux critères dont la représentation d'un modèle d'établissement humain traditionnel, de la culture musulmane et profondément méditerranéenne, ou encore pour les nombreux «vestiges» de la citadelle, des mosquées, des palais ottomans dans un ensemble qui conserve toujours sa fonction malgré les aléas et les mutations.

Depuis son classement la Casbah d'Alger a connu une multitude d'opérations de travaux d'urgence et de plans pour la préservation, la restauration et éventuellement l'exploitation du site dont le classement en secteur sauvegardé en 2003 ou le Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur adopté par le gouvernement en 2012. De nombreuses opérations avaient permis de restaurer des palais ottomans comme Dar Mustapha Pacha, Dar Khedaoudj El Amia, Dar El Kadi ou Dar Essouf, des mosquées comme celle de Ali Betchine, Sidi Ramdane, une des plus anciennes de la Casbah, ou plus récemment la célèbre mosquée Ketchaoua.

Cependant, même si les attributs de la «Valeur universelle exceptionnelle» de l'Unesco sont maintenus, il existe néanmoins des menaces à l'intégrité de ce centre urbain qui sont liées à la surdensification et à des interventions non contrôlées en plus des risques liés aux séismes, incendies, inondations et glissements de terrain, selon l'agence onusienne. En 2018, les experts de l'Unesco réunis à Alger avaient relevé «la perte d'un temps précieux et de moyens humains et financiers importants» engagés depuis des années, «sans résultat» dans les différentes opérations de sauvegarde préconisant, entre autres, la création d'une «agence unique pluridisciplinaire» pour



gérer le dossier et une «relance dynamique» du plan de réhabilitation dans une vision plus large intégrant le centre historique à la ville d'Alger et un «allègement» des procédures légales et administratives.

L'îlot de l'espoir

Après de longues années d'attente, de déboires administratifs et de fragilisations du centre historique habité de la Casbah d'Alger, le plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur commence, pour la première fois cette année, à se concrétiser dans la zone habitée grâce aux efforts du bureau d'architecture «Mehdi Ali-Pacha» spécialisé dans le patrimoine.

Cette agence d'architecture a livré récemment un premier îlot de quatre maisons entièrement restaurées selon les normes d'usage, comprenant la demeure historique de la famille Bouhired M'barek dans la Casbah d'Alger, un haut lieu historique qui a servi de refuge à des figures emblématiques de la guerre de libération nationale.

Pour ce premier chantier en cœur d'îlot, tous les matériaux utilisés, allant de la brique aux boiseries, sont produits en Algérie dans différentes régions du pays. La priorité a été donnée aux artisans de la Casbah d'Alger dans un souci de proximité et d'encouragement pour la prise en charge de la céramique, des pièces en cuivres et autres matériaux.

Dans cet îlot, le résultat se rapproche simplement de la renaissance de ruines menaçantes par leurs murs éventrés et étayés par des poutres en bois ou en métal, à de belles demeures mauresques ou mixtes,

solides, authentiques et arborant fièrement une nouvelle parure de céramique, de marbre, de boiserie et même un mobilier. Quatre maisons qui démontrent qu'il est possible d'avancer et de restaurer la Casbah d'Alger en comptant sur des compétences algériennes.

Casbah d'Alger : ce que prévoit le plan de sauvegarde

La Casbah d'Alger avait bénéficié d'un plan permanent de sauvegarde et de valorisation (Ppsmv) approuvé par le gouvernement en février 2012, en vue de réaménager le site historique de la ville, classé en 1992, patrimoine universel de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco).

Ce plan considéré comme modèle aux autres secteurs sauvegardés en Algérie, avait bénéficié d'une première enveloppe de 26 milliards de dinars, sur un budget global de 90 milliards de dinars. Il vise à restituer à la Casbah d'Alger son visage authentique et à proposer des solutions définitives pour la protection de ce centre historique et culturelle et pour le maintien d'une partie de ses habitants dans leurs demeures.

Ce même plan prévoit, conformément aux normes, de reconstruire quelque 400 vieilles maisons détruites, en vue de consolider la totalité du tissu architectural, avant de passer à l'étape de la restauration des maisons, des mosquées ou encore des constructions datant de l'époque coloniale.

«Toute modification non-autorisée par le ministère de la Culture et des Arts et les services sous tutelle est interdite», sous peine

de voir «toutes nouvelles constructions illécites soumises à démolition». L'Etat a proposé dans ce cadre aux «véritables propriétaires des habitations», d'acheter leurs maisons ou de les reloger provisoirement, durant les travaux.

La Casbah d'Alger compte plus de 1800 constructions, dont celles de l'époque «coloniale» et plus de 550 douiret.

Près de 80% de la globalité de ce tissu architectural a été classé en zone rouge, selon un rapport du Contrôle technique de constructions (CTC), repris par le président de l'Assemblée populaire communale de la Casbah, Amar Zetili en 2021.

Le dossier de la restauration et de la réhabilitation de la Casbah d'Alger était sous la tutelle du ministère de la Culture qui a continué d'assurer le soutien et le suivi technique de ce dossier après son transfert en 2016 aux services de la Wilaya d'Alger.

Depuis l'approbation du plan permanent de sauvegarde et de valorisation de la Casbah d'Alger, quelques sites historiques ont été restaurés dont «La citadelle d'Alger» ou «Dar Es'Soltane», ouverte partiellement aux visiteurs depuis novembre 2020, la mosquée de Ketchaoua inaugurée en avril 2018 et un îlot de quatre douiret, dont la maison historique de la famille Bouhired.

S'étalant sur une superficie de 105 hectares, occupés par plus de 60.000 habitants, la Casbah d'Alger, continue de se détériorer, du fait de phénomènes naturels et de facteurs humains, malgré les travaux de restauration d'urgence ordonnés depuis 2006.

R.C.

Langue maternelle/journée

Une consécration des valeurs linguistiques dans le pays

La célébration de la Journée internationale de la langue maternelle à Igli (wilaya de Béni-Abbès), qui est une tradition initiée par le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), vise l'approfondissement des composantes de l'unité nationale et la consécration des valeurs linguistiques dans le pays, a affirmé lundi Si El Hachemi Assad, secrétaire général du HCA. Le choix de la célébration de cette journée internationale (21 février) et de la semaine des langues africaines dans cette localité du Sud, s'inscrit dans ce sens et vient mettre en exergue la concrétisation de l'Etat algérien de ses engagements au

près de l'Organisation onusienne pour la culture et la science (Unesco), a-t-il précisé, lors du coup d'envoi des activités de célébration de cette journée à la salle de conférences de l'Assemblée populaire de wilaya de Béni-Abbès, en présence des autorités locales et d'une centaine d'invités, en grande partie de chercheurs et universitaires.

Le thème choisi cette année pour la célébration de la journée internationale de langue maternelle est l'utilisation de la technologie pour faire progresser l'éducation multilingue et soutenir le développement d'un enseignement et d'un appren-

tissage de qualité pour tous.

Dans ce cadre, le HCA a donné une priorité à la promotion des recherches technologiques et numériques pour l'élargissement de l'utilisation de la langue amazighe, notamment à travers le lancement depuis le 15 du mois en cours de la plateforme numérique dédiée aux termes amazighs «Taghamssa», et ce en direction des journalistes des chaînes de radios nationales et locales, a-t-il signalé.

Au chef-lieu de la commune d'Igli où il a donné le coup d'envoi de plusieurs manifestations et festivités initiées dans le cadre de la célébration de cette journée

internationale et de la semaine des langues africaines, M. Assad, en compagnie des autorités de la wilaya, a procédé à l'ouverture d'une exposition des réalisations du HCA, au titre de la promotion et du développement de la langue amazighe et son apport à la culture et à l'enseignement, à travers plusieurs expositions de livres, manuels pour enfants et autres supports culturels.

Un public nombreux a pris part à ces manifestations marquées par un défilé des participants et des troupes folkloriques de plusieurs régions du pays.

R.C.

Arribi Mokhtar L'imagination dans la tête et les pieds

Arribi Mokhtar est né le 24 février 1924 à Sétif, c'est l'une des figures légendaires du football algérien et de la région de Sétif, joueur de l'équipe du Front de libération nationale et entraîneur en Algérie. Il a joué pendant sept saisons au FC Sète toujours en première division et pour bien cerner le personnage et comprendre sa venue au FC Sète, il faut se remettre dans le contexte de l'époque.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la ville de Sète est sinistrée, le stade a été bombardé et le FC Sète n'avait plus d'argent. A l'été 1946, seulement deux des joueurs champions de France en 1939 sont encore Sétis : les jumeaux Pierre Dauzelle et Désiré Cortanyi et pour les remplacer, Bayrou et les membres du comité sont allés recruter de l'autre côté de la Méditerranée. Entre 1945 et 1946, six des meilleurs joueurs nord-africains débarquent à Sète : les Marocains Abderezack, la nouvelle perle noire et Benbrahimi, Said Haddad, Boumedienne, Abderahmane Mihoubi, un rude arrière algérois et Mokhtar Arribi, l'ailier gauche du Mouloudia Club d'Alger (MCA) Mokhtar Arribi commence à jouer au football dans sa ville natale de Sétif, pendant deux saisons de 1944-1946, il se perfectionne avec le MCA avant de partir à Sète avec qui il joua 155 matches de division Une marquant la bagatelle de douze buts ! Les Algériens aimaient l'appeler «Zinzin», car l'homme personnifiait la discipline et la rigueur, il a débuté une riche carrière en 1942-1943 à l'USM Sétif et évoluera par la suite pendant deux saisons au Mouloudia Club d'Alger (1944-1946). Cependant, après la fin de la Seconde guerre mondiale, il mettra le cap sur l'hexagone pour y embrasser une carrière professionnelle. Son poste de prédilection était milieu gauche et signe sa pre-



■ Arribi Mokhtar a donné une autre dimension à l'ESS.

(Photo : D. R.)

mière licence au FC Sète (France) où il séjournera pendant plus de cinq longues années (1946-1951). Il quitte le FCS qui l'avait adopté suite à la relégation de son équipe en division inférieure, mais il signe une licence avec l'AS Cannes (1951-1952) où il sera rejoint par Abdelhamid Kermali. La saison d'après, il revient au FC Sète avant d'opter pour le CS Hammam Lif (Tunisie) comme entraîneur joueur (1955-1957) puis il terminera sa carrière de joueur professionnel au RC Lens (1953-1954) mais il est à noter que sa dernière saison en France, il passera à Avignon (1957-1958) avec la double casquette d'entraîneur joueur. Cependant à l'appel de la patrie, Arribi Mokhtar, un homme à la très forte personnalité laisse tomber la célébrité et le confort pour rejoindre la glorieuse formation de football du Front de libération nationale, une noble cause auquel il n'avait hésité à aucun moment de répondre présent et de tout laisser tomber derrière lui, la patrie avant tout ! L'équipe de la Liberté sera dirigée par le duo Boumezrag Mohamed et Arribi Mokhtar. L'éternelle formation footballistique porte-drapeau de la cause algérienne avait dans ses rangs les frères Soukhane, les frères Bouchache,

Mustapha Zitouni, Mohamed Maouche, Rachid Mekhloufi, Abdelhamid Kermali, Brahim, Abderahmane Boubekour, Ali Benfedha, les frères Ibrir, Rouai, Kerroum, Bekhloufi et d'autres preux ayant tout sacrifié pour que vive l'Algérie libre et indépendante : cette Equipe de football combattante unique dans l'histoire a été des années durant l'autre porte-voix de l'Algérie : Arribi Mokhtar a été champion d'Algérie en 1967-1968, il remporta une Coupe d'Algérie la même année 1967-1968 puis il rejoint l'Entente sportive de Sétif où il remporte également une Coupe d'Algérie en 1979-1980 puis champion d'Algérie avec l'ESS en 1986-1987. Il a, à son palmarès, un Championnat d'Afrique des clubs champions avec l'ES Sétif en 1987-1988, puis champion afro-asiatique 1988-1989. Arribi Mokhtar a été plusieurs fois entraîneurs de l'ESS, du CS Sfax, de l'Equipe nationale de Libye, de l'équipe nationale d'Algérie 1985. L'équipe libyenne était surnommée «les chevaliers de la Méditerranée». Arribi Mokhtar est une des plus grandes figures footballistiques du football algérien, il est avec Abdelhamid Kermali les Messieurs du football de la ville de Sétif. Au cours de sa très longue vie sportive,

Arribi voyagea beaucoup et avant de partir en France pour débiter sa riche carrière professionnelle, le Mouloudia Club d'Alger eut le très grand honneur de le compter parmi ses joueurs durant la saison 1944-1946 alors qu'il n'avait à peine les 20 printemps. Arribi Mokhtar a tout donné pour l'Entente sportive de Sétif, il a été le père pour toute les générations de footballeurs qui se sont succédé dans la formation d'El kahla ou beidha, personne ne pourra nous contredire et la mémoire collective garde de cet homme l'image d'un symbole, d'un footballeur porte-étendard de sa génération, une génération douée sur le terrain mais qui sait aussi se comporter en dehors des sphères de jeu, une génération d'une maturité introuvable aujourd'hui : Arribi Mokhtar a durant toute sa carrière été un professionnel, un entraîneur joueur qualifié puis entraîneur et moudjahid avec l'équipe de la Liberté pour la noble cause du combat libérateur d'un pays l'Algérie sous le joug du colonisateur, et ensuite un professeur dans les terrains d'Algérie tenant dans ses mains ses instruments de travail : un compas, une règle graduée et un rapporteur.

Kouider Djuab

EN DEUX MOTS

Mémorial de Strandja : La boxeuse Boualem qualifiée au deuxième tour

La boxeuse algérienne Roumaïssa Boualem (50 kg) s'est qualifiée au deuxième tour du tournoi international «Mémorial de Strandja» qui se déroule du 20 au 27 février à Sofia (Bulgarie), après sa victoire, lundi, contre la Kazakh Zhazira Urakbayeva (4-1). Au prochain tour, Roumaïssa Boualem sera opposée à la gagnante du combat qui mettra aux prises l'Indienne Anamika et la Bulgare Zlatislava Chukanova. Une bonne entrée en lice donc pour la sélection algérienne, ayant engagé trois autres pugilistes dans cette prestigieuse compétition, dont c'est la 73^e édition cette année. Il s'agit d'Imane Khelif (63 kg) et Ichrak Chaïb (66 kg) chez les dames, ainsi que Abdel-Nacer Ben Laribi (63,5 kg) chez les messieurs. Khelif fera son entrée en lice contre l'Italienne Miriam Tommasone, et Chaïb contre la Suisse Anna Jenni, alors que Ben Laribi débutera directement au deuxième tour, car exempté du premier, tout comme son futur adversaire, le Moldave Stefan Vozneacovschi. Plus de 450 boxeurs (messieurs et dames), représentant 36 pays, prennent part à ce prestigieux tournoi international, dont la première édition remonte à mars 1950. ■



LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : **lnr98redaction@yahoo.fr**/E-mail pub : **lnr98publicite@yahoo.fr** - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

CHAN-2023

Installation du Comité d'organisation

Le président de la Fédération algérienne de football, Amara Charaf-Eddine, a procédé dimanche à l'installation du Comité d'organisation du Championnat d'Afrique des nations qu'abritera l'Algérie du 8 au 31 janvier 2023, a indiqué lundi un communiqué de l'instance fédérale. Le Comité d'organisation sera présidé par Rachid Oukali, membre du bureau fédéral et président de la Commission des finances, avec comme vice-président le D^r Yacine Benhamza, également membre du bureau fédéral, vice-président de la FAF et président de la Commission du football professionnel. Le président de la FAF a également installé le comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations des

moins de 17 ans (U17) qui aura lieu du 8 au 30 avril 2023 en Algérie. Il sera présidé par le D^r Yacine Benhamza. Les deux Comités sont constitués de plusieurs commissions présidées par des membres du bureau fédéral et de responsables de structures de la FAF, avec comme coordinateurs le secrétaire général et le secrétaire général-adjoint. Lors de son intervention, le président de la FAF a insisté sur «l'importance de cet événement du football continental qu'abritera l'Algérie, qui certainement en appellera à d'autres, et pour lequel les pouvoirs publics, à leur tête, le président de la République, accordent un grand intérêt en mobilisant tous les

moyens nécessaires pour sa réussite». «Par ailleurs, les choses devront s'accélérer dans les jours qui viennent avec la série de réunions qu'animera ce Comité, la mise en place de sous-commissions et démembrements au niveau des villes hôtes, la visite des inspecteurs de la CAF, prévue en mars prochain, le travail de coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et les autres départements ministériels concernés par ce rendez-vous du football africain, sans oublier, les walis des quatre villes qui accueilleront le CHAN», conclut le communiqué de la FAF. Voici les commissions du CHAN-2023 et CAN U17 :

- Commission d'accueil et du protocole
- Commission des compétitions
- Commission de sécurité
- Commission médias et communication
- Commissions des relations extérieures et visas
- Commission marketing et événementiel
- Commission médicale
- Commission stades/terrains d'entraînement.
- Commission d'arbitrage
- Commission technique
- Commission intégrité
- Commission finances
- Commission logistiques (HTR).

en direct

Mémorial de Strandja

La boxeuse Boualem qualifiée au deuxième tour

le match à suivre

CHAN-2023

Installation du Comité d'organisation

football

Ligue

Le PAC s'oppose au départ de Benbouali au MCA, Zerrouki comme alternative

Le football camerounais en ébullition

Eto'o veut remplacer son sélectionneur contre l'Algérie

→ Il est au cœur de tirs croisés. Samuel Eto'o, le président de la Fédération camerounaise de football, va-t-il tenir le coup jusqu'à la fin de son mandat ? Une question qui met l'ancien capitaine de l'Équipe nationale camerounaise, au centre d'une polémique qui risque de perturber les objectifs de l'instance qu'il dirige depuis son élection.

Journalistes et représentants des institutions camerounaises se sont exprimés lors de l'émission télévisée «Club d'élites» où le sélectionneur du Cameroun, Toni Conceição fait débat. Confirmé dans ses fonctions par le ministre des Sports, Narcisse Mouelle Kombi, au lendemain de la 3^e place décrochée à la Coupe d'Afrique des Nations 2021 à domicile, le président de la Fédération camerounaise dit non, pas question qu'il reste et qu'il n'accepte que le pouvoir lui impose sa loi dans ce dossier. Pas question, et aussi à ce que le Portugais prenne place sur le banc pour les barrages de la Coupe du monde 2022 contre l'Algérie les 25 et 29 mars prochains. Eto'o veut le remplacer par le local Rigobert Song.

Eto'o, donneur de leçons ?

Pour les intervenants dans le cadre de cette émission «Entre habits de dirigeants et celui de footballeur, l'incompréhension ne peut que choisir son camp», et au secrétaire général du ministre de la Communication Camerounaise M Félix Zogo de dire «le football au Cameroun n'est pas technique mais sociopolitique» et de poursuivre «le président de la Fédération camerounaise ne peut pas donner de leçons de droit au ministre des Sports... depuis qu'il a quitté les terrains de football il n'a connu que des échecs, mieux encore depuis qu'il a été capitaine de



■ Eto'o nullement impressionné par le ministère camerounais des Sports. (Photo > D. R.)

l'équipe nationale de l'équipe nationale 2010 en Afrique du Sud, 2014 au Brésil, il n'a rien prouvé».

Joker de choix ou un joker de luxe ?

C'est dire qu'au Cameroun, le bras de fer se poursuit entre le ministère des Sports et le président de la Fédération (Fecafoot), Samuel Eto'o. Qui aura gain de cause ? Une interrogation qui ne fait qu'éloigner les deux parties.

Ce sujet déchaîne les passions et le secrétaire général du ministère de la Communication, Félix Zogo, n'a pas

hésité à recadrer publiquement l'ancienne gloire dimanche lors de l'émission Club d'Élites sur la chaîne qui prend la place.

Le nouveau sélectionneur des Lions Indomptable «est-il un joker de choix ou un joker de luxe ?», s'est-il interrogé au moment où un autre expert interviendra pour dire «Samuel va trop vite. Oui, il va trop vite, il doit d'abord apprendre la conjoncture, il doit apprendre à lire la conjoncture, il doit apprendre à lire le climat politique».

«La CAF ne le soutiendra pas après la CAN-2022»

«Je l'ai dit avant son élection que la CAF ne le soutiendra pas après la CAN-2022. Il aurait donc dû faire marche arrière juste après la CAN. Deuxièmement, il est en train de commettre plusieurs erreurs, je ne comprends pas, pourquoi a-t-il remis autour de lui toutes les personnes qui vont le nuire toute la durée de son mandat» et de rappeler que «celui qui fait et défait la Fédération, c'est le football, personne d'autre. Samuel est déjà miné, miné par la CAF... Parce qu'il est le seul qui est différent des présidents des fédérations en Afrique.» A ces tirs croisés, Samuel Eto'o, va-t-il tenir le coup jusqu'à la fin de son mandat ? Une question qui le met au centre d'une polémique qui risque de perturber le fonctionnement de l'institution qu'il dirige depuis son élection.

«Il n'est pas à sa place»

«Le nom qui est sorti... De vous à moi, quels sont ses acquis ? Cet ancien capitaine nous l'adorons, mais, de là à être l'entraîneur des Lions, ça prouve encore que, si jamais il s'avère que le président de la Fecafoot y pensait, cela prouve qu'il n'est pas à sa place. Il n'a encore rien compris de la gestion des enjeux du football», a poursuivi le représentant du gouvernement, avant de conclure par un appel aux allures de sommation : «Il est encore temps pour le président de se rattraper. Qu'il aille rencontrer le ministre, qui est son patron, et qu'il parle avec lui».

Malgré la guerre qui se profile en coulisses avec le ministère des Sports, l'officialisation serait prévue pour mercredi prochain si tout se passe comme prévu pour Eto'o.

Résumé de H. Hichem

- Canal + : Atlético Madrid - Manchester United à 21h
- BeIN Sports 2 : Cagliari - Naples à 20h

La Der

Le PAC s'oppose au départ de Benbouali au MCA, Zerrouki comme alternative

Le Paradou AC a refusé de libérer son meilleur buteur Nadir Benbouali, convoité par le MC Alger, lors de l'actuel mercato d'hiver, dont la clôture est fixée au jeudi 24 février, a appris l'APS lundi auprès d'une source autorisée. A la recherche d'un buteur racé, sur demande de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia, le «Doyen» a jeté son dévolu sur les services de Nadir Benbouali (21 ans), qui occupe conjointement le fauteuil de meilleur buteur du Championnat, en compagnie de Belaïd Hamidi (JS Saoura) et Hicham Mokhtar (US Biksra), avec 9 buts chacun. Seulement, la direction du PAC a signifié un nict catégorique à son homologue mouloudéenne, refusant de libérer son at-

taquant, considéré comme l'une des révélations de la phase aller. Le «Doyen» s'est tourné ensuite vers l'autre attaquant du PAC Merouane Zerrouki, auteur de trois buts, et qui avait pris part à la dernière Coupe arabe de la Fifa 2021, remportée par l'équipe nationale A' au Qatar. Selon la même source, le PAC a exigé «une somme astronomique» pour céder Zerrouki (21 ans) à titre de prêt. Les pourparlers sont toujours en cours dans l'objectif de trouver un accord avant la fin du mercato d'hiver. Par ailleurs, la direction du MCA a décidé de se séparer des services du milieu de terrain Isla Daoudi Diomande, en partance vers l'Olympique Médéa. Le jeune attaquant Chakib Benya-

hia et le milieu de terrain Youcef El-Houari, convoités respectivement par le NA Hussein-Dey et le HB Chelghoum-Laïd, devraient également quitter le MCA cet hiver à titre de prêt. L'attaquant Abdelhak Abdelhafid, qui ne fait plus l'unanimité, devrait également quitter le Mouloudia «en cas d'une offre intéressante», conclut la même source. Le MC Alger a bouclé la phase aller du Championnat à la quatrième place au classement, en compagnie de l'ES Sétif et de l'USM Alger, avec 30 points chacun. Les coéquipiers de Samy Frioui entameront la seconde partie de la saison en déplacement face au CR Belouizdad, à l'occasion de la 18^e journée prévue vendredi.